

Sepideh Farsi C'est à la destruction du patrimoine, de la culture, de l'environnement iraniens que nous assistons

Le 3 avril était le treizième jour de la nouvelle année iranienne, soit le jour où nous rendons à la terre les graines que nous avons fait germer pour Norouz [la fête du Nouvel An persan], en faisant un vœu. Les Iraniens disent que ça porte malheur si ce rituel n'est pas accompli. Cette année, pour la première fois de ma vie, je n'ai pas trouvé le moyen de les rendre à la terre, car mon esprit, bloqué sur la séquence destructrice que vit l'Iran, n'a pas su quoi demander à la terre.

Après le traumatisme dû au carnage des manifestants par le régime, les 8 et 9 janvier, sur arrivées les attaques israélo-américaines depuis le 28 février et les nouvelles des destructions qui ont vite effacé le soulagement passerger ressenti à l'annonce de l'élimination du tyran Ali Khamenei. La République islamique, bien que décapitée, fonctionne. Arrestations de dissidents, exécutions des pri-

sonniers politiques et pression sur la population : l'appareil répressif est parfaitement opérationnel. Les gardiens de la révolution sont même passés au premier plan. Mais les bombes ne font pas la différence entre les militaires et les civils. Dès le premier jour, à Minab, dans le sud de l'Iran, une frappe américaine contre une école primaire a tué près de 200 enfants.

Les annonces des premiers jours sur le but « humanitaire » des attaques laissent très vite place à une litanie d'objectifs militaires atteints ou espérés en Iran.

Il y a pourtant un autre drame, plus profond et aux effets néfastes plus durables, et dont on ne parle quasiment pas : la destruction quasi systématique du patrimoine, de la culture, de l'environnement iraniens par les bombes.

Fin mars, une école de musique à Téhéran est prise pour cible par un drone. Quelques jours plus tard, on voit une colonne de fumées s'élever vers le ciel, entre les dômes des deux mosquées de l'époque des Séfévides (1501-1736) sur la place Naqsh-e-Jahan d'Isfahan. Sur un autre cliché encore, le sol jonché des débris de verres et de miroirs qui faisaient la renommée du palais du Golestan, l'un des plus anciens de Téhéran.

Aux images de la destruction de l'Iran s'ajoutent bientôt celles des centaines de milliers de déplacés au Liban sud et des immeubles entiers qui, ciblés par l'armée

israélienne, s'écroulent à Beyrouth. Un matin, on apprend par le post d'Ahmad Kiarostami que sa maison d'enfance, dont se rappellent tous ceux qui ont un jour discuté d'un projet de film avec son père, le cinéaste Abbas Kiarostami (1940-2016), au cœur de ce quartier de Chizir, où ont été tournées les scènes de son film *Ten* (2002), a été touchée par un bombardement. Des bouts de mémoire du cinéma mondial ont ainsi été ébranlés. Le jour suivant, je vois des photos du quartier de mon enfance, Abbas Abad. Le visage d'une femme, gris de poussière, me hante. Elle est penchée vers ce qui, l'instant d'avant, devait être le cadre d'une fenêtre. On aurait dit un quartier à Gaza. Il est effrayant de voir combien toutes les ruines de guerre se ressemblent.

Un autre jour, c'est au tour des universités d'être prises pour cible. Celle de sciences et technologie d'abord, avant que ne soient visés celle de Shahid-Beheshti, puis l'Institut Pasteur, le plus grand centre d'épidémiologie du pays, ce qui rend désormais l'Iran dépendant du reste du monde pour vacciner sa population. Le 2 avril, ce fut la double frappe américaine sur le pont B, qui, quasi terminée, allait bientôt relier Téhéran à Karadj. La première frappe détruit le pont, la seconde emporte les équipes de secours. Un *double tap*, dans le jargon militaire. Donald Trump commentera l'évé-

nement en annonçant sa volonté de « renvoyer les Iraniens à l'âge de pierre, auquel ils appartiennent ».

Enfin, dans un ultimatum lancé le 7 avril, le président des Etats-Unis menace : « Une civilisation entière va mourir ce soir. » Le monde, sidéré, retient son souffle, se demandant si l'homme parle d'un recours à l'arme nucléaire. Une phrase a priori totalement insensée, mais devenant possible dans un monde régi par Trump flanqué de Musk, qui a vu le génocide des Palestiniens en direct, a été témoin de la rafle du président vénézuélien dans une opération commando digne d'une dystopie américaine et a choisi de se taire.

Graines de sharbat

L'hydrologue et écologiste iranien Kaveh Madani est le lauréat du Prix de l'eau 2026 de Stockholm [qui récompense chaque année des travaux contribuant à protéger et à perpétuer les réserves d'eau]. Je l'écoute expliquer que même en admettant que les frappes sur les réserves de pétrole à Téhéran étaient inévitables, il était possible au moins d'éviter les pluies acides causées par les frappes israélo-américaines. Lui qui parle de la pluie acide depuis son exil, mais dont les paroles ruissellent d'amour pour son pays natal.

Je cherche des bouts de souvenirs auxquels m'accrocher pour calmer mon angoisse. Chez moi, au fond d'un tiroir, je dénicher un vieux bol en terre cuite. Celui dont se servait ma grand-mère pour se verser de l'eau sur la tête lorsqu'elle allait au hammam. Bol que j'ai reçu de ma mère comme souvenir et que je laisserai sans doute à ma fille. Objet sans grande valeur, ayant voyagé de Goutcha jusqu'à Paris, et qui emmagasine à lui seul

l'histoire de quatre générations d'une famille éparpillée sur deux continents.

Il contient des graines de sharbat. Des graines noires minuscules qu'adorent les Iraniens. J'en trempe une petite pincée dans de l'eau tiède et j'attends. Peu à peu, une enveloppe bleuâtre se forme autour des graines qui se mettent à flotter dans l'eau. En collant son œil au verre, on dirait de petits vaisseaux flottant dans l'espace. Un spectacle digne d'un film de Miyazaki, mais qui pour moi évoque un souvenir d'enfance. Mon esprit s'envole vers Téhéran, où, pendant les nuits d'hiver, ma mère calmait mes quintes de toux en me faisant boire gorgée après gorgée une potion magique. Celle des « quatre graines ». Ces mêmes graines avec lesquelles on fait une boisson rafraîchissante en Iran pour se désaltérer l'été. Autant de gestes et de récits ancestraux qu'aucune bombe ne pourra effacer de la mémoire du monde.

Mon esprit voyage encore, cette fois vers un futur proche. Vers un Iran libéré de la République islamique, dans lequel une jeune femme, américaine, ferait le tour de la place Naqsh-e-Jahan pour en admirer la beauté, tout en se désaltérant avec un verre de sharbat. Elle regarderait les graines noires flotter en pensant à son grand-père, Donald, qui n'a jamais vu l'harmonie quasi parfaite de cette place, ni ce pays, qu'il n'aurait sinon jamais menacé d'anéantir. ■

Sepideh Farsi est une cinéaste iranienne. Elle est notamment la réalisatrice de « La Sirène » (2023) et de « Put Your Soul on Your Hand and Walk » (2025)



CHEZ MOI, AU FOND D'UN TIROIR, JE DÉNICHE UN VIEUX BOL EN TERRE CUITE. CELUI DONT SE SERVAIT MA GRAND-MÈRE POUR SE VERSER DE L'EAU SUR LA TÊTE LORSQU'ELLE ALLAIT AU HAMMAM

Cheng Li-wun, la nouvelle présidente du Kouomin-tang (KMT) [le principal parti d'opposition taïwanais], achève une visite très médiatisée en Chine. Après une étape obligée à Nankin, où elle s'est inclinée devant la sépulture du père de la République de Chine, Sun Yat-sen, elle a rencontré Xi Jinping, secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC).

Cette visite, la première en dix ans, a permis une relance des relations entre les deux partis sur la base du « consensus de 1992 », un compromis trouvé cette année-là autour du principe de la « Chine unique » et d'une opposition commune à l'indépendance de Taïwan – compromis que rejette le président taïwanais, Lai Ching-te, et sa formation, le Parti démocrate progressiste (PDP). Cheng Li-wun et le président chinois ont promu « le développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit », et Xi a affirmé que son objectif final restait l'unification. Cette rencontre ne rapproche pas, pour autant, la Chine et Taïwan de ce but.

Pourtant, les médias sociaux chinois ont surnommé la présidente du KMT la « déesse de l'unification ». Se déclarant « chinoise » depuis son entrée en fonctions, elle est allée bien plus loin que ses prédécesseurs, y compris l'ancien président taïwanais Ma Ying-jeou, pour flatter le nationalisme chinois, dont elle a accredité les discours ethnique. Elle s'en est prise à l'impérialisme occidental

Jean-Pierre Cabestan On est encore loin d'une résolution de la « question taïwanaise »

La cheffe de l'opposition taïwanaise s'est montrée extrêmement conciliante lors de sa rencontre à Pékin avec Xi Jinping, le 10 avril. Le sinologue estime que cette position est minoritaire à Taipei et qu'une unification est fort improbable

et japonais, accusés d'être responsables de la division de la Chine. Caressant les autorités communistes dans le sens du poil, elle a placé le bien-être du peuple (*minsheng*) au-dessus des deux autres principes de Sun Yat-sen, le nationalisme et la démocratie, n'hésitant pas à faire sien le projet de Xi de « grande renaissance de la nation chinoise ».

Plus encore, elle a exprimé sa volonté de préserver les relations entre les deux rives des « ingénieries extérieures » – soit celles des Etats-Unis – et a repris l'idée répétée ad nauseam par Pékin qui veut qu'en mettant de côté les différences politiques entre la Chine et Taïwan, les deux rives du détroit pourraient non seulement établir des relations « gagnant-gagnant » et « une communauté pour un avenir commun », mais aussi contribuer à bâtir « une communauté de destin pour l'humanité ». Rien que ça.

Pour autant, Cheng Li-wun n'a rien dit de l'unification et n'a fait aucune allusion, dans ses échan-

ges, à la République populaire de Chine. C'est toute l'ambiguïté de cette visite, qui montre combien on reste loin d'une solution à la « question de Taïwan ». Les obstacles sont multiples. D'abord, parce que la présidente du KMT n'est pas très populaire à Taïwan, où les deux tiers de la population s'estiment taïwanais et non chinois. Ensuite, parce que son propre parti ne lui offre pas un soutien inconditionnel : la faction plus « taïwanisante » et pro-amé-

ricaine y reste non seulement influente, mais pourrait décider de lancer un autre candidat dans l'élection présidentielle de 2028, par exemple Lu Shioh-yen, la puissante maire de Taichung. Cette faction est bien moins hostile à l'augmentation substantielle du budget de la défense proposée par le président taïwanais et le Parti démocrate progressiste, demandée avec insistance par l'administration Trump.

En outre, même si la tentative de révocation, soutenue par le PDP, d'un certain nombre de députés du KMT jugés trop favorables au régime de Pékin a été tenue en échec durant l'été 2025, le retour au pouvoir du parti est actuellement loin d'être garanti. Si la classe politique taïwanaise reste très polarisée, la société l'est moins et soutient dans sa majorité un plus gros effort pour la défense de l'île, une réduction de sa dépendance économique à l'égard de la Chine populaire et le maintien d'une relation étroite avec les Etats-Unis.

Donald Trump apparaît comme le seul véritable garant de la sécurité de Taïwan en cas de crise militaire ou de conflit, la protection de la première chaîne d'îles, d'Okinawa au détroit de Malacca, étant l'un de ses objectifs essentiels dans l'Indo-Pacifique.

Trump attendu à Pékin
Alors que les présidents Xi et Trump s'apprentent à se rencontrer à la mi-mai, Pékin augmente sa pression sur l'administration américaine afin qu'elle s'oppose ouvertement à l'indépendance de Taïwan. Cependant, il est peu probable que le gouvernement chinois obtienne satisfaction sur ce point, les Etats-Unis, comme la majorité des Taïwanais, se contentant de soutenir le statu quo et de s'opposer à tout acte unilatéral qui pourrait le remettre en cause.

Cela étant, un éventuel retour du KMT au pouvoir à Taïwan en 2028 ne va pas forcément à l'encontre des intérêts américains, à un moment où Trump tente de stabiliser sa relation avec la Chine de Xi.

Quoi qu'il en soit, un nouveau président émanant du KMT devra donner des gages à Washington, en renforçant la défense de Taïwan, en veillant à ne pas devenir trop dépendant sur le plan économique du continent chinois et en restant vigilant face aux ingérences du PCC. Une relation plus détendue entre Pékin et Taipei peut toutefois servir Washington, alors que les Etats-Unis sont mobilisés sur d'autres fronts et savent qu'un conflit militaire avec la Chine serait extrêmement coûteux. En somme, si la perspective d'une détente paraît crédible, celle de l'unification ne l'est pas. ■

Jean-Pierre Cabestan est directeur de recherche émérite au CNRS et chercheur à l'Asie Centre de Paris. Il publie le 16 avril « Taïwan. Une démocratie face à la Chine » (Le Cavalier bleu, 200 p., 21 €)